



Gardons la programmation locale  
 >> page 2  
 Aussi dans ce numéro: Grande  
 générosité exprimée  
 >> page 4



VOLUME 1, N° 5

[WWW.UNIFOR.ORG](http://WWW.UNIFOR.ORG)

14 NOVEMBRE 2013

# uniforum



Les membres de la section locale 3000 d'Unifor ont manifesté devant l'immeuble de Cadillac Fairview à Vancouver le 31 octobre.

## Unifor s'oppose aux attaques du projet de loi C-4

Unifor exprime ses vives inquiétudes concernant les changements profonds au Code canadien du travail qui sont présentés dans le projet de loi C-4, un projet de loi omnibus de mise en œuvre du budget fédéral.

Les amendements proposés, enfouis profondément dans le projet de loi, vont miner le droit de

>> Suite à la page 3

## Des changements dangereux à l'AE

Les coalitions pour la défense de politiques équitables en matière d'assurance emploi ont publié une déclaration nationale conjointe indiquant leur opposition aux changements au système de l'assurance emploi au Canada par le gouvernement Harper. Le lancement du 5 novembre marque l'escalade de la résistance qui a débuté avec les rassemblements dans les

provinces de l'Atlantique et une manifestation de milliers de personnes sur le pont Jacques-Cartier, à Montréal.

Entre autres changements, les nouvelles règles de l'AE concernant la recherche d'un emploi exigent qu'un prestataire classifié « occasionnel » ou « fréquent », après seulement six semaines à la recherche d'un emploi, accepte du travail comportant une baisse de salaire de 20 % à 30 %, et qu'il accepte un poste dans d'autres occupations que celles qu'il occupait auparavant.

« Les répercussions de ces

>> Suite à la page 3

## La solidarité d'Unifor

Les membres d'Unifor se sont mobilisés partout au Canada à l'Halloween pour appuyer des employés d'entretien de bureau de Vancouver et réclamer des salaires suffisants pour tous les travailleurs.

« Un crime contre les travailleurs de Vancouver est un crime contre tous les travailleurs ici, à Toronto, et partout au pays », a déclaré le président d'Unifor, Jerry Dias, à un groupe de manifestants

>> Suite à la page 3

## #unifor

Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor

@jasonkeays : Les attaques anti-travailleurs se poursuivent avec #C525 #polcan jappuie-boulerice.org/ les\_attaques\_a... #polqc #cdnpoli @SyndicatUnifor @laCSN @SCFPnat

@MichelDuCap : Honteux que Harper se vante de sa pol famille! ça coûte une fortune de faire garder ses enfants partout au CAN! @SyndicatUnifor #PCC13

## Ratifications

### Transfreight : nouvelle convention collective

Les membres de la section locale 4268 d'Unifor fournissant des services de transport de Transfreight Inc. à l'usine de montage de General Motors CAMI ont ratifié une nouvelle convention collective. L'entente de trois ans, ratifiée par 90 % des membres, comprend une augmentation de salaire moyenne de 3,4 %, des gains dans d'autres domaines, notamment l'offre d'options étendues en matière d'avantages, une plus grande participation du syndicat avant les affichages de poste, une bonification des congés pour deuil et de l'horaire des vacances, et l'amélioration des heures de travail. **U**

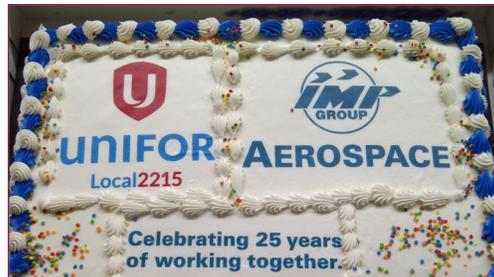
### Entente conclue dans le transport en commun

Les employé(e)s du transport en commun de Belleville, en Ontario, membres de la section locale 1839 d'Unifor, ont ratifié une convention collective de trois ans le 3 novembre avec une majorité de 88 %. Les 25 chauffeur(feuse)s et un travailleur de l'entretien verront leur salaire haussé de 6,5 % pendant la durée de la convention collective rétroactive au 1er avril 2013. **U**

### Integram : nouvelle convention collective

Les membres de la section locale 444 d'Integram Windsor Seating, une division de Magna, ont ratifié une nouvelle convention collective qui comprend des paiements forfaitaires, un programme d'invalidité entièrement financé et des améliorations aux dispositions sur les heures supplémentaires. On note également des améliorations aux dispositions sur les normes de travail et la création d'une matrice des métiers spécialisés afin d'aider certains employés d'Integram à obtenir leur licence. **U**

## Encadré photo



Le 1er novembre, les employé(e)s de IMP Aerospace à Halifax, représentés par la section locale 2215 d'Unifor, ont célébré la Journée de la sécurité et 25 ans de représentation syndicale avec le syndicat des TCA, devenu Unifor.

PHOTO PAR: CHAD JOHNSTON, HALIFAX STAFF

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À  
[COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG](mailto:COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG)



Du 8 au 10 novembre, le Conseil national des métiers spécialisés s'est réuni pour la première fois à Windsor, en Ontario, réunissant des délégué(e)s d'un vaste éventail de secteurs.

PHOTO PAR: GORD GRAY LOCAL 444

## Première réunion du Conseil des métiers spécialisés d'Unifor



Des délégué(e)s de partout au Canada se sont rassemblés à Windsor la fin de semaine dernière pour la première réunion du Conseil des métiers spécialisés d'Unifor. L'élaboration de stratégies pour coordonner les exigences du programme d'apprentissage et la reconnaissance de l'expérience partout au Canada étaient au cœur des

discussions. Similaire au programme Sceau rouge qui permet aux travailleuses et travailleurs des métiers spécialisés de déménager et de maintenir leurs certifications, Unifor et d'autres croient qu'un programme semblable est nécessaire pour les apprentis. « Nous constatons qu'un grand nombre d'apprentis sont incapables de terminer le

programme parce qu'ils perdent leur emploi et sont incapables de se trouver du travail », a déclaré Dave Cassidy, président du Conseil national des métiers spécialisés. « Il est important que les apprentis soient en mesure de déménager là où les emplois existent et que leur expérience soit reconnue. » **U**

## Gardons la programmation locale



Unifor, le plus important syndicat canadien du secteur des médias, exhorte le CRTC à rejeter sans équivoque la demande de Bell Média de se soustraire à ses exigences de licence quant à la programmation et à la diffusion de nouvelles locales. « Si le CRTC cède devant la pression de Bell Média, nous craignons que cela marque la fin de la programmation et de la diffusion de nouvelles locales telles que nous les connaissons dans le milieu de la télévision canadienne », a déclaré Howard Law, directeur du secteur des médias d'Unifor. « Bell Média a précédemment demandé l'autorisation de calculer la moyenne de ses exigences de programmation locale, laquelle a été rejetée. »

Bell Média-CTV demande au CRTC de modifier ses conditions de licence afin de calculer la « moyenne » des heures de programmation locale sur une base trimestrielle, ce qui permettrait de réduire, voire de supprimer, la programmation hebdomadaire régulière. « Les Canadiens s'attendent à ce que la programmation locale soit cohérente, fiable et diffusée par des Canadiens pour les Canadiens », a déclaré Randy Kitt, président du Conseil des médias d'Unifor. M. Kitt est le président de la section locale 79-M d'Unifor, représentant les employés de CTV. « Bell n'a pas expliqué comment les collectivités locales bénéficieront de

périodes définies ou aléatoires pendant lesquelles la programmation télévisuelle locale sera réduite », ont fait valoir les membres d'Unifor au CRTC. « Un examen des registres des émissions de Bell indique que ses stations produisent très peu d'émissions locales qui ne portent pas sur des nouvelles, ce qui signifie que la proposition de Bell aura pour principal effet de réduire le niveau de programmation de nouvelles locales proposées à horaire fixe aux collectivités. Le CRTC ne devrait pas approuver des demandes entraînant la réduction de la fréquence de diffusion des nouvelles auxquelles les personnes se fient pour obtenir de l'information sur leurs collectivités. » **U**

SERVICE DES COMMUNICATIONS D'UNIFOR: SHANNON DEVINE, KATIE ARNUP ET STUART LAIDLAW

## >> Suite de "Des changements dangereux à l'AE" sur page 1

changements sont frappantes puisque les trois quarts de tous les prestataires – plus d'un million de travailleuses et travailleurs – sont dans la catégorie des « occasionnels » ou des « fréquents », a déclaré Marie-Hélène Arruda de la Coalition québécoise contre les changements à l'AE. Les travailleuses et travailleurs à temps partiel, occasionnels et temporaires avec des horaires de travail irréguliers, les intervenantes et intervenants en milieu scolaire, les employées et employés dans les hôtels, les usines et autres qui sont mis à pied durant les périodes de ralentissement seront touchés.

À ce jour, la déclaration qu'Unifor a contribué à rédiger a été endossée par 80 groupes communautaires, étudiants et syndicaux.

Pour lire la déclaration au complet, consultez le site [www.nonausaccage.com](http://www.nonausaccage.com)



## >> Suite de "Unifor s'oppose aux attaques du projet de loi C-4" sur page 1

refuser d'exécuter un travail dangereux, vont permettre aux employeurs de recourir à des mesures disciplinaires contre les employés qui refusent d'accomplir un travail dangereux, déterminer unilatéralement ce qui constitue des services essentiels, atrophier les protections accordées aux travailleurs mis à pied et plusieurs autres changements dévastateurs. Les changements législatifs proposés retireraient également l'indépendance des conseils d'arbitrage qui sont souvent mandatés pour décider des conventions collectives du secteur public.

« Une législation du travail qui existe depuis longtemps est bafouée, dissimulée encore une fois dans un projet de loi omnibus de mise en œuvre du budget fédéral qui n'a rien à voir avec le véritable budget », a déclaré Jerry Dias, président

## >> Suite de "La solidarité d'Unifor" sur page 1

à l'extérieur du Centre TD de Toronto, au cœur du district financier de la ville.

Jerry Dias a promis de lutter contre Cadillac Fairview et d'autres entreprises qui exploitent les travailleuses et travailleurs contractuels avec des salaires minables. Cette initiative est déjà engagée avec la Révolution pour des emplois de qualité d'Unifor afin d'obtenir des emplois décentes au Canada et assurer un avenir durable pour nos jeunes. « Nous défendons tous les employés contractuels ainsi que celles et ceux qui occupent des emplois précaires », a déclaré Jerry Dias aux participants.

Le Centre TD appartient à Cadillac Fairview, qui possède également les édifices Waterfront et Pacific Centre à Vancouver où travaillent 150 employés d'entretien mis à pied et remplacés par un fournisseur moins cher.

national d'Unifor. « Les changements proposés au Code canadien du travail feraient en sorte que les règles de santé et sécurité dans les secteurs régis par le fédéral, notamment les lignes aériennes et les chemins de fer, deviendraient les pires au Canada tout en nous ramenant des décennies en arrière. »

Les secteurs réglementés par le fédéral comprennent le transport maritime, les traversiers et les services portuaires, le transport aérien, les chemins de fer et le transport routier transprovincial ou transfrontalier, les canaux, les pipelines, les tunnels et les ponts (traversant les frontières provinciales), les télécommunications, la radiodiffusion et la télédiffusion, les élévateurs à grains, les meuneries et les moulins à grains, l'extraction et la transformation de l'uranium ainsi que plusieurs autres secteurs touchant les activités des Premières



Des douzaines de militant(e)s ont participé à une manifestation de solidarité au mail Fairview à Kitchener, en Ontario.

Les employés d'entretien membres de la section locale 3000 d'Unifor gagnent 12,50 \$ l'heure et perdent leur emploi aux mains d'un entrepreneur qui verse un salaire de 10,50 \$ l'heure avec peu d'avantages sociaux. À Vancouver, le salaire de subsistance a été établi à 19,92 l'heure.

Les employés d'entretien et leurs sympathisants ont tenu un rassemblement à midi le jour même à l'extérieur des bureaux de Cadillac

Fairview à Vancouver, exigeant que l'employeur revienne sur sa décision. « Cadillac Fairview peut payer à ces personnes un salaire de subsistance », a déclaré le directeur local de la Colombie-Britannique, Gavin McGarrigle, en ajoutant que l'employeur a engrangé des profits d'un milliard de dollars l'année dernière.

Des manifestations ont eu lieu devant les édifices de Cadillac Fairview à Calgary, Winnipeg, Ottawa et Kitchener.

Nations et la protection des pêches comme ressources naturelles.

« Il existe un lien direct entre les travailleurs et la sécurité publique. Comment le gouvernement ose-t-il prôner ces changements dangereux à peine quelques mois après la tragédie de Lac-Mégantic? C'est une situation aberrante. Ce gouvernement devrait renforcer les dispositions sur la santé et la sécurité plutôt que de les détruire. »

Jerry Dias a également exprimé ses préoccupations concernant l'utilisation répétée de projets de loi omnibus par le gouvernement conservateur pour changer radicalement la législation,

qu'il s'agisse des changements profondément boiteux au programme des travailleurs étrangers temporaires, jusqu'à la Loi sur la protection des eaux navigables qui élimine la protection de milliers de lacs et de cours d'eau.

« Tout et n'importe quoi finit par se retrouver sous la guillotine de ces projets de loi fédéraux de mise en œuvre du budget. »

Le gouvernement fédéral a également continuellement caché les projets de loi d'initiative parlementaire pour attaquer les travailleurs et les syndicats qui les représentent, notamment les projets de loi C-377 et C-525, a ajouté Jerry Dias.

### Continuez de recevoir Uniforum

Pour continuer de recevoir l'infolettre par la poste, vous n'avez qu'à envoyer un courriel au Service des communications d'Unifor, à l'adresse [communications@unifor.org](mailto:communications@unifor.org), nous téléphoner au 1-800-268-5763, poste 3771, ou nous envoyer une lettre au Service des communications d'Unifor, 205 Placer Court, Toronto, ON M2H 3H9.

Pour vous abonner à la version électronique d'Uniforum, visiter : [www.unifor.org/sabonner](http://www.unifor.org/sabonner)



## On réclame un forum des partenaires du marché du travail

Des organisations syndicales, dont la Fédération du travail de l'Ontario, Unifor et le SCFP-Ontario, exhortent le gouvernement fédéral à trouver de nouveaux fonds pour la Subvention canadienne pour l'emploi plutôt que de puiser dans des fonds réservés à des services de première importance liés à la formation et à l'emploi.

Les organisations syndicales expriment leurs préoccupations en vue d'une réunion qui aura lieu le 8 novembre à Toronto entre Jason Kenney, ministre fédéral de l'Emploi et du Développement social, et ses homologues provinciaux et

territoriaux.

L'ordre du jour de la réunion portera sur l'avenir des programmes de perfectionnement des compétences, d'alphabétisation et d'aide à l'adaptation de la main-d'œuvre offerts dans le cadre des ententes relatives au marché du travail.

Dans son budget 2013-2014, le gouvernement fédéral a proposé la création de la Subvention canadienne pour l'emploi. Plutôt que de débloquer de nouveaux fonds pour cette subvention, il entend la financer à même les ententes relatives au marché du travail. Les fonds inhérents

à ces ententes sont versés aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour financer des programmes de formation qui portent sur l'alphabétisation, entre autres compétences, et qui visent à soutenir les personnes vulnérables qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi.

Jerry Dias, président national d'Unifor ajouté que ce plan stratégique colle aux besoins du milieu canadien des affaires et contribue à faire baisser les salaires au Canada.

Le groupe appuie le point de vue des gouvernements provinciaux et territoriaux, qui sont d'avis que les ententes relatives au marché du travail devraient être préservées et

que tout nouveau programme devrait être financé par de nouveaux deniers. Ce groupe exhorte les gouvernements provinciaux et territoriaux à tenir compte des travailleurs vulnérables et à continuer d'adopter une position ferme contre la Subvention canadienne pour l'emploi.

Le groupe propose la tenue d'un forum des partenaires du marché du travail aux échelles provinciale et fédérale. Il préconise également une meilleure collaboration entre les parties prenantes, ce qui devrait contribuer à l'établissement de stratégies, de plans et de politiques plus efficaces concernant le marché du travail. 

## Grande générosité exprimée

Devant la pénurie de fournitures à la maison d'hébergement pour femmes et enfants à Kingston, en Ontario, où elles travaillent, les membres de la section locale 8300 d'Unifor ont vidé leur porte-monnaie et la section locale a fait un don en argent récemment pour l'achat d'épicerie et autres fournitures.

« Tous les membres à cette réunion se sont senti interpellés pour aider de toutes les manières possibles », a déclaré Dorothy

Watts, une parajuriste de la section locale.

La maison de transition qui compte 25 lits et vient en aide aux victimes de violence a connu une année tumultueuse. La directrice exécutive et tous les membres de son conseil aux prises avec des difficultés ont subitement abandonné leur poste durant l'été, peu après avoir congédié cinq membres du personnel.

Le bouleversement a contribué à la pénurie de fournitures, a déclaré Dorothy Watts. C'est ainsi qu'une

somme de 416,80 \$ a été recueillie au sein de la section locale lors de l'assemblée générale annuelle le 16 octobre, et la section locale a versé une somme additionnelle de 1000 \$.

Les membres se sont rendus au magasin No Frills de Kingston représenté par la section locale 414 d'Unifor pour acheter de la nourriture et autres approvisionnements.

Toutefois, les besoins sont encore criants, et la section locale 8300 d'Unifor s'est engagée à continuer à fournir son appui.

Pour participer à cet effort, communiquez avec la section

locale 8300 d'Unifor à [Uniforlocal8300@gmail.com](mailto:Uniforlocal8300@gmail.com) ou téléphonez au 866 611-1311 



Les membres de la section locale 8300 d'Unifor remplissent des paniers d'épicerie pour une maison d'hébergement pour femmes à Kingston.

## Unifor appuie l'investissement dans la formation en aérospatiale

Unifor se réjouit de la proposition d'investissement de 26 millions de dollars par le gouvernement de l'Ontario dans le partenariat entre le Collège Centennial et Bombardier Aéronautique, investissement qui transformerait une ancienne avionnerie de la compagnie de Havilland située à Downsview en centre de formation et de recherche.

« Ce type d'investissement est exactement ce qu'il nous faut en Ontario et à

l'échelle du pays pour promouvoir de bons emplois ainsi que la recherche et le développement d'ici », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Cela témoigne du fait que l'innovation industrielle découle seulement de partenariats multipartites entre le milieu des affaires, les établissements d'enseignement, le gouvernement et les syndicats. »

« C'est un investissement dans les emplois futurs

pour les jeunes travailleurs, qui peinent à trouver des emplois valorisants sur le marché actuel », a déclaré M. Dias. « Nous pouvons et nous devons faire mieux. » L'annonce a été faite par la première ministre Kathleen Wynne le 29 octobre au Collège Centennial. La création d'une nouvelle plaque tournante du secteur aérospatial en ce qui concerne la formation, la recherche et le développement faisait également partie des suggestions formulées dans

l'Examen des programmes et des politiques de l'aérospatiale et de l'espace publié par le gouvernement fédéral en novembre 2012. Dans le cadre de cet examen, Unifor, alors syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile, a fait une présentation et a soumis un mémoire. Unifor représente les travailleurs à de Havilland Aircraft, de Bombardier, à Downsview, et environ 10 000 travailleurs du secteur de l'aérospatiale au pays. 